# Argentine: coupure du Pont Pueyrredon pour des coopératives autonomes (VIDEOS)

24-09-2009

Devant l'annonce du Programme "Revenu Social avec Travail", et son implémentation restrictive et clientéliste de la part du Gouvernement, les organisations de chômeurs* nous mobilisons dans tout le pays et réclamons 3 points fondamentaux :
- Travail dans des coopératives pour tous les chômeurs sous gestion autonome des organisations sociales et sans le maniement clientéliste des intendants et des punteros.

- Implémentation urgente du programme dans tout le pays (et non seulement dans la province de Buenos Aires). - Tous les droits sociaux pour les travailleurs coopératifs.
* Federación de Organizaciones de Base (FOB) - Mov. Unidad y Lucha - MTL Rebelde - Fogoneros - MTDs y agrup. territoriales del Frente Popular Darío Santillán - Frente Territorial 26 de Junio (CTD Aníbal Verón, resist. Popular, MIP, CPS 29, MTR Santucho, MDVG, OLP) - MTR por la Democracia Directa - Convocatoria para la Liberación - Agrup. María Claudia Falcone - MoTOR - Frente de Organizaciones en Lucha (FOL) - MTD Aníbal Verón NF - Agup. Territorial Víctor Choque - FUBADEyO Article de Pagina/12 du 23 septembre 2009: Un jour de piquetes simultannés Dans la capitale et treize provinces, une vingtaine d'organisations ont réclamé du "travail en coopératives de gestion autonome" pour éviter "des pratiques clientélistes".
Environ vingt organisations sociales ont réalisé hier une journée de lutte avec des coupures simultanées dans les accès à la Capitale Fédérale et dans treize provinces pour dénoncer l'existence d'un "maniement clientéliste" dans le programme de 100 mille nouveaux emplois que la présidente Cristina Fernandez de Kirchner a annoncé il y a un mois. Les groupes piqueteros ont maintenu les protestations dans des points clefs d'accès aux villes les plus importantes du pays "en demande de coopératives de travail sous gestion autonome sans le maniement d'intendants et des punteros". Le Gouvernement a informé que les fonds du plan ne passeront pas par les municipalités et qu'ils se paieront par carte, comme une manière d'empêcher toute pratique clientéliste et a minimisé la mobilisation. Le Ministère de Développement Social a nié "tout lien avec le clientélisme politique du programme Revenu Social avec Travail".

Les principales entrées de la ville de Buenos Aires ont été bloquées durant près de quatre heures avec le rassemblement le plus important sur le Pont Pueyrredon. Tandis que d'autres protestations étaient réalisées sur le Pont Uriburu, sur le Pont Saavedra, sur l'Autoroute Buenos Aires-La Plata et dans l'Accès Ouest. Les manifestations ont été convoquées par le Movimiento Unidad y Lucha, MTL Rebelde, Fogoneros, MTD y agrupaciones territoriales del Frente Popular Darío Santillán, Frente Territorial 26 de Junio (CTD Aníbal Verón, Resistencia Popular, MIP, CPS 29, MTR Santucho, MDVG, OLP), MTR por una Democracia Directa, Convocatoria para la Liberación, Agrupación María Claudia Falcone, MoTOR, Frente de Organizaciones en Lucha (FOL), Federación de Organizaciones de Base (FOB), MTD Aníbal Verón NF, Agrupación Territorial Víctor Choque y Fubadeyo. Toutes les entités en protestation exigént d'être prises en compte dans le programme Revenu Social avec Travail que le gouvernement a mis en marche le 14 août pour (supposément) affronter la crise financière internationale. "Ils nous disaient d'apporter des listes de gens qu'ils allaient canaliser à travers des municipalités; nous leur avons dit que nous voyons la possibilité de les manier avec nos propres coopératives. L'intervention des municipalités renforce une pratique clientéliste vis-à-vis de 2011 (élections présidentielles)", a dit à Página/12 Federico Orchani, porte-parole du Front Dario Santillan. "Y compris nous voyions même que l'Église et d'autres organisations du tissu social fassent partis du programme auprès des coopératives, mais pour un travail d'infrastructures publique, d'amélioration des espaces verts, d'éclairage public et de construction d'écoles ils passent à la catégorie d'équipes, qui est plus fonctionnelle à la mécanique des punteros. Ils disent qu'ils créent des coopératives; nous leur disons que nous les avons déjà, qu'ils nous donnent les plans et non que la municipalité définisse", a-t-il ajouté.

Página/12 a consulté un fonctionnaire du Ministère de Développement Social. "Nous travaillons en incorporant des gens aux coopératives qui existent, nous ne discutons pas de qui ils sont ni ne formons de nouvelles coopératives", a expliqué la source. Les fonds, selon lui, ne seront pas versés aux municipalités. "Les coopérativistes veront leurs salaires verser par carte, on ne passe pas par la municipalité, mais oui le travail sera désigné par les municipalités. Ils parlent de clientélisme mais ils anticipent (sic), cela ne va pas arriver. Ils ne peuvent pas s'opposer à un mode de travail, ensuite il y aura sûrement de nouvelles coopératives, personne ne leur refuse une reconnaissance, mais ici il y a quelque chose de plus", a-t-il dit, sans préciser quoi. (le fameux coup de la déstabilisation politique!!!!), NdT).

Le ministère qu'Alicia Kirchner (soeur de Nestor Kirchner, NdT) conduit a expliqué le procédé par lequel ils vont octroyer les bénéfices du programme. "Il est coordonné par les différents acteurs des localités, ils s'inscrivent dans une sélection préalable, ensuite on croise avec les bases de données du Système Fiscal et Social d'Identification Nationale et du registre d'économie sociale. Après il est évalué si cette personne est vulnérable ou non pour pouvoir être entrer dans le programme et avec son numéro de CUIT elle peut faire partie d'une coopérative d'économie sociale. Et une fois signée la convention avec ce programme et les municipalités, les coopératives commencent le travail." Quand Cristina Kirchner a annoncé le plan, elle a confirmé que 1,5 million de pesos (300 000 euros) sera destiné au programme, et que les engagements du personnel se feront par l'intermédiaire des mairies mais elle a précisé qu'il n'allait pas être permis qu'existent des "otages de n'importe quelle nature" dans l'octroi du bénéfice.

Prochaine mesure de lutte : un campement de 24 heures dans la capitale

Orchani a expliqué qu'ils (les organisations sociales) ont durci leurs mesures et qu'ils réaliseront un campement de 24 h devant le ministère le 1er octobre prochain en raison de la "rotonde négative du Gouvernement de reconnaître nos vingt coopératives, alors que cela fait dix ans que nous existons avec des projets qui sont déjà en marche". Il a aussi questionné "la même logique qu'ils ont utilisée pour les agriculteurs, ils ne nous ont pas appelés et ont obtenu que se mette en place  front de lutte qui n'existait pas".

Photos de la coupure du Pont Pueyrredon, à Avellaneda :

VIDEOS : http://www.youtube. com/watch? v=2XiaC7jZuEwhttp://www.youtube. com/watch? v=ceyTJX9WWnshttp://www.youtube. com/watch? v=MNA7aGnOHzg